Zeitschrift: Verhandlungen der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft = Actes de la Société Helvétique des Sciences Naturelles = Atti della Società Elvetica di Scienze Naturali

Herausgeber: Schweizerische Naturforschende Gesellschaft

Band: - (1914)

Rubrik: Bericht des Zentralkomitees nebst Kassabericht der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft für das Jahr 1913/1914

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

I

Bericht des Zentralkomitees

nebst

Kassabericht

der

Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft

für

das Jahr 1913/1914

Rapport du Comité central

et

Rapport financier

de la

Société helvétique des Sciences naturelles

pour

l'exercice 1913/1914

Schwangi Eiche.

Leere Seite
Blank page
Page vide

Rapport du Comité central

de la Société helvétique des Sciences naturelles pour l'année 1913-1914

par Ed. Sarasin, président.

Messieurs et chers Collègues,

Nous nous réjouissions de nous rendre à la réunion annuelle de notre Société, à laquelle nous avait si cordialement invités la Société cantonale de Berne, réunion que le Comité annuel, présidé par M. le prof. Ed. Fischer, avait si soigneusement préparée et qui promettait d'être riche en travail scientifique ; nous nous apprêtions à venir vous entretenir des choses de notre Société et des œuvres importantes qu'il lui a été donné de mener à bien pendant l'exercice écoulé, de son activité, de sa prospérité croissante enfin, lorsqu'éclata comme un coup de foudre la crise effroyable qui se déroule autour de nous.

En présence d'événements dont les contre coups se faisaient sentir douloureusement même dans les pays neutres comme le nôtre, tout particulièrement même dans le nôtre, en présence de la mise sur pied de l'armée fédérale dans laquelle étaient enrôlés bon nombre de nos collègues prêts à nous communiquer leurs travaux, nous n'avions plus le cœur, nous qui n'étions plus d'âge à répondre à l'appel de la patrie en armes, de nous laisser aller à la joie que la science procure à ses adeptes, ni au charme des relations qu'elle crée entre eux et qui constitue le principal attrait de nos réunions. Nous n'avions pas le choix du reste ; le renvoi de notre réunion annuelle dont nous étions déjà si proches s'imposait et fut décidé dans une séance du Comité annuel qui eut lieu le 13 août, à Berne, et à laquelle

s'était rendu le président du Comité central. Le sacrifice était grand pour le premier et nous témoignâmes à cette occasion à nos chers amis de Berne toute notre sympathie pour leur profonde déception et toute notre reconnaissance pour le travail de préparation accompli en vain. De ce dernier, nous avons tenu cependant à ce qu'il restât quelque chose et sur l'avis de renvoi adressé à tous nos collègues, nous avons pris l'engagement de publier dans les *Actes* toutes celles des communications annoncées qui nous parviendraient, avant le 1er octobre, prêtes pour l'impression. Nous espérons qu'il nous en parviendra beaucoup, en témoignage de ce qu'aurait été notre session de 1914, comme production scientifique.

Et maintenant, après avoir adressé au Comité annuel et à son dévoué président, l'expression chaleureuse de notre vive gratitude et de nos plus sincères regrets, nous allons vous rendre compte de la marche de notre Société pendant le dernier exercice.

Parc national

Grâce à l'appui précieux qu'ont bien voulu nous accorder le Conseil fédéral et les Chambres, la question du Parc national a reçu une solution, maintenant définitive, qui nous donne la plus entière satisfaction et que notre Société doit accueillir avec une vive reconnaissance envers les Autorités supérieures de notre pays.

Le projet de création d'un Parc national, soit d'une réserve d'étendue suffisante dans laquelle la nature serait livrée à elle-même et où la flore et la faune se développeraient par elles-mêmes et en l'absence de toute intervention de l'homme, est dû à l'initiative de la Commission suisse pour la protection de la nature et principalement au dévouement inlassable de M. Paul Sarasin, son président, qui en est le vrai promoteur.

C'est à 1907 et 1908 que remontent ses premières études de la question avec l'aide des membres de la dite Commission. Ses recherches l'amenèrent à porter ses vues et son choix sur les hautes vallées des Grisons et il fit dès lors des démarches

actives pour obtenir la remise à bail de territoires étendus dans la commune de Zernez. Après avoir obtenu plusieurs contrats dans ce sens et s'être assuré ainsi les terrains nécessaires à une réserve en pleine région alpestre, suffisamment affranchie de l'action de l'homme, après avoir, en outre, fondé dès l'an 1909, une Ligue suisse pour la protection de la nature, dans le but de se procurer les moyens pécuniaires dont il avait besoin, il offrit à la Société helvétique de continuer, sous sa haute direction, l'œuvre qu'il avait si vaillamment entreprise. [1]

Notre Société accepta et le Parc national devint son œuvre, qui se poursuivit dès lors sous sa responsabilité. Elle accepta, disons-nous, après avoir obtenu de la Ligue pour la protection de la nature qu'elle couvrît le budget des dépenses du Parc avec le produit des contributions de ses membres. C'est alors que fut conclu un premier contrat à bail entre notre Société et la commune de Zernez, contrat auquel intervinrent, avec les délégués du Comité central, les représentants de la Ligue.

Mais il fallait à l'ardent promoteur une base plus solide et pour cela que l'entreprise du Parc national revêtit une forme officielle et obtînt une garantie financière de la Confédération. Dès l'automne de 1911 il entreprit d'actives démarches dans ce sens par l'entremise et avec le précieux appui du vénérable doyen de notre Société, le vaillant chef-forestier de la Confédération, le Dr Coaz. Le terrain était bien préparé, la sympathie de plusieurs des membres du Conseil fédéral était acquise à l'œuvre de la grande réserve suisse des Grisons et, lorsque le Sénat de notre Société, dans sa séance du 15 juin 1912, décida de demander à la Confédération un subside de 18,200 francs pour couvrir le montant du bail passé avec Zernez, la cause était gagnée d'avance auprès du Conseil fédéral qui était prêt, à son tour, à faire sienne l'œuvre du Parc national.

[1] Pour tous les détails concernant la création du Parc national suisse et la fondation de la Ligue suisse pour la protection de la nature, voir les rapports annuels de la Commission suisse pour la protection de la nature, qui ont paru successivement, dès l'an 1907, dans les *Actes*. Seul le rapport n° 6, 1911-1912, fut publié séparément par la Ligue suisse pour la protection de la nature.

Le message qu'il adressa aux deux Chambres, dans leur session d'automne de cette même année, reçut d'elles un accueil si favorable qu'elles nommèrent, chacune dans son sein, une Commission chargée d'étudier la question. Ces Commissions décidèrent de renvoyer la présentation de leur rapport jusqu'au moment où elles auraient pu se transporter sur les lieux et voir par elles-mêmes ce qui avait été déjà fait comme travaux d'aménagement du Parc national.

Cette visite eut lieu du 7 au 11 juillet 1913 et fût suivie immédiatement d'une séance commune des deux Commissions, à Schuls, sous la présidence de M. le conseiller national Dr Bissegger. L'impression produite sur les députés par la vue de la richesse de la « réserve » en animaux et en plantes, en sauvage noblesse et en primitive grandeur, fut très favorable et, dans la séance de Schuls, les représentants des Chambres donnèrent une complète approbation à l'entreprise du Parc, la jugeant digne d'être soutenue par la Confédération et poursuivie sous sa haute protection, de façon à en faire une œuvre nationale.

La tâche à accomplir par ces deux Commissions fusionnées était de fixer les conditions que la Confédération devait mettre à l'aide financier qu'elle accorderait à l'entreprise et à élaborer les contrats à passer entre les parties intéressées, Confédération, communes et sociétés.

Déjà dans notre assemblée générale du 8 septembre 1913, à Frauenfeld, M. Paul Sarasin nous informa que la Confédération se substituerait à notre Société dans le contrat à bail avec la commune de Zernez et nous donna connaissance d'un second contrat à passer entre la Confédération et nous pour la remise à notre Société de la jouissance du Parc, de la responsabilité de son entretien et de son exploitation scientifique. L'assemblée générale donna son approbation de principe à ces nouvelles dispositions et invita le Comité central à les soumettre aussi à l'approbation du Sénat.

Cette consultation du Sénat par le Comité central eut lieu sous la forme d'une circulaire, datée du 23 septembre 1913, adressée à chacun de ses membres et soumettant à son appro-

bation le projet de contrat à passer entre la Confédération et notre Société pour la jouissance et l'entretien seuls du Parc national, la première traitant seule de son côté avec la commune de Zernez pour le contrat de location et le paiement du bail. L'approbation du Sénat ainsi consulté fut unanime. Certains points restaient encore à régler d'une manière plus précise, en particulier les responsabilités respectives de notre Société et de la Ligue pour la protection de la nature qui seule avait, par les contributions de ses membres, les ressources financiaires nécessaires pour couvrir les dépenses d'aménagement et d'entretien du Parc.

M. le conseiller fédéral Calonder, chef du Département fédéral de l'Intérieur, chargea alors M. le colonel Bühlmann, membre du Conseil national, d'élaborer un projet en vue du règlement définitif de cette question et convoqua ensuite, le 10 novembre 1913, à son département, une Commission mixte composée de MM. Bissegger, président de la Commission du Conseil national, Munzinger, président de la Commission du Conseil des Etats, Bühlmann, auteur du projet, avec le président du Comité central et MM. Paul Sarasin et Coaz, représentants de la Ligue pour la protection de la nature. L'entente s'établit pleine et entière sur les propositions de M. Bühlmann. On ne pouvait, en effet, faire mieux.

Les deux contrats subsistaient. Le contrat de location pour quatre-vingt-dix-neuf ans entre la Confédération et la commune de Zernez restait le même avec addition d'une clause de servitude donnant le droit unilatéral à la Confédération, la première période de quatre-vingt-dix-neuf ans écoulée, de le renouveler pour une seconde période de même durée sans que la commune puisse rien y objecter.

En revanche, le deuxième contrat entre la Confédération et notre Société était très avantageusement modifié, en ce sens que la Ligue qui n'était liée qu'avec nous et même sans engagement formel de nous couvrir avec ses ressources financières de toutes les dépenses autres que le prix de location, intervenait en tiers et directement dans le contrat avec la Confédération, après avoir acquis la personnalité civile et avoir stipulé

dans ses statuts l'obligation catégorique et permanente de se charger des dépenses nécessaires du Parc national en dehors de l'indemnité fédérale annuelle, sans que notre Société encourût elle-même, de ce chef, aucune responsabilité pécuniaire vis-à-vis de l'Autorité fédérale. Notre Société devient jouissante du beau capital scientifique que représente le Parc et qu'elle sera seule à faire valoir, sans avoir aucune autre charge ou obligation vis-à-vis du Conseil fédéral qu'à justifier de l'activité scientifique qui aura été déployée sous son impulsion dans ce superbe domaine qui lui est confié.

Ce projet de contrat à trois qui, en liant financièrement la Ligue, nous dégageait de toute responsabilité de ce côté là, reçut dans la conférence du 10 novembre 1913, la pleine adhésion du président du Comité central qui savait être, en cette occasion, l'interprête de la reconnaissance de notre Société tout entière envers la Confédération.

Ce contrat à trois, en vertu duquel tous les rapports de droit en ce qui concerne le Parc national sont clairement réglés, prévoit la nomination d'une *Commission spéciale du Parc national* chargée de veiller à tout ce qui le concerne et se portant garante vis-à-vis du Conseil fédéral que toutes les mesures seront prises pour atteindre le but qu'il s'est proposé en donnant son concours à cette œuvre nationale. Cette commission sera composée de cinq membres, savoir deux nommés par le Conseil fédéral, un par la Société helvétique des sciences naturelles et deux par la Ligue suisse pour la protection de la nature. Elle fera rapport chaque année au Conseil fédéral qui exercera la haute surveillance sur le Parc national.

Ce sont ces propositions ainsi arrêtées d'un commun accord entre tous les intéressés qui ont fait l'objet du message complémentaire du Conseil fédéral aux Chambres, daté du 30 décembre 1913. L'arrêté fédéral concernant la création d'un Parc national suisse dans la Basse-Engadine, a été voté par les deux Chambres, à une très forte majorité, dans leur session de mars de cette année ; une seule modification a été apportée par elles au contrat proposé par le Conseil fédéral avec la commune de Zernez et consiste dans le droit accordé à la Confédé-

ration de le dénoncer unilatéralement dans certaines conditions à l'expiration de chaque période de vingt-cinq ans.

Après avoir franchi sans opposition la période pendant laquelle il était soumis au referendum, l'arrêté fédéral créant le Parc national a été ratifié par le Conseil fédéral et est entré en vigueur à partir du 1er août dernier.

Cela étant, le Conseil fédéral a demandé que notre Société désignât son représentant au sein de la Commission du Parc national. Le Comité central a dû procéder à ce choix en lieu et place de l'assemblée générale, supprimée cette année ensuite des circonstances, et a été assez heureux pour obtenir de M. le Dr Casimir de Candolle, de Genève, le savant botaniste, qu'il voulût bien accepter cette fonction.

Nous avons tenu à faire aux membres de la Société helvétique des sciences naturelles l'exposé historique complet de la création du Parc national, estimant que l'importance de cette œuvre accomplie avec le précieux concours de la Confédération et pour une durée illimitée, justifiait ces longs développements et que nous les leur devions même impérieusement.

Nous ne terminerons pas cet exposé sans adresser l'expression de notre sincère reconnaissance au promoteur de cette grande entreprise, faite au nom de notre Société, à M. Paul Sarasin, le président de la Ligue suisse pour la protection de la nature et à nos Autorités fédérales qui ont bien voulu la placer sous leur haute direction en en assumant la principale charge et en louant pour le compte de la Confédération les vastes territoires qu'elles livrent aux investigations des savants naturalistes [1].

Remise à la Confédération de l'Observatoire sismologique du Zürichberg

Dans notre rapport de l'année dernière nous vous avions annoncé que par suite de certaines difficultés d'ordre administratif, la remise à la Confédération de l'Observatoire sismologique, décidée en principe entre elle et nous, n'avait pu avoir lieu encore, mais ne tarderait pas à devenir un fait accompli.

[1] Voir annexes au rapport du Comité central pp. 20 et suivantes.

La station centrale météorologique qui, depuis l'achèvement des installations de l'Observatoire sismologique fondé par notre Commission des tremblements de terre au Zürichberg, s'était très obligeamment chargée des observations journalières à faire à cet observatoire, n'avait pas jusqu'ici dans ses attributions ce service spécial. Il fallait donc avant de l'en charger obtenir des Chambres une modification de la loi qui la régit. L'extension sur ce terrain des travaux de la Station centrale météorologique était, du reste, une nécessité résultant des engagements pris au nom de la Suisse par ses délégués à la Conférence internationale de Strasbourg.

En vertu de ces engagements, la Suisse a été dotée d'un bureau central pour les recherches sismologiques ; elle s'est chargée de l'observation des tremblements de terre sur son territoire et est entrée dans l'Association internationale de sismologie. Elle eut dû comme telle créer un observatoire sismologique. La cession de la station créée au Degenried, sur le Zürichberg, près de la Station centrale météorologique, par notre vaillante commission et munie par elle des appareils enregistreurs les plus perfectionnés, arrivait donc à point nommé pour parer à cette nécessité.

Afin de permettre l'acceptation de cette cession, le Conseil fédéral présenta aux Chambres une loi spéciale concernant l'attribution du service sismologique à la Station centrale météorologique, qui fut votée à l'unanimité par elles et dans laquelle il est dit :

« Article premier. — La Confédération entretient une sta-
« tion centrale suisse de météorologie à Zurich et sous la direc-
« tion de celle-ci, un observatoire météorologique sur le Säntis
« et un observatoire sismologique au bois de Degenried, près
« de Zurich. »

« Art. 2. — La Station centrale de météorologie a pour attri-
« butions notamment :

« *e)* De procéder à l'étude des tremblements de terre ; de
« pourvoir au fonctionnement de l'Observatoire sismologique
« et de surveiller la marche des appareils ; de réunir les obser-

« vations et les rapports sur les tremblements de terre et « séismes voisins ; enfin de publier les résultats obtenus. »

Voter ce projet de loi c'était, de la part du Conseil fédéral et des Chambres, écarter le seul obstacle qui s'opposait à la cession de notre observatoire du Zürichberg à la Confédération. La remise officielle fut faite le 28 mars 1914 par M. le prof. Früh, le dévoué président de notre Commission sismologique à M. le Dr Maurer, directeur de la Station centrale de météorologie et un acte régulier de cession fut dressé, et signé de M. Maurer, du président et du secrétaire du Comité central, du président et du vice-président de la Commission, MM. les prof. Früh et Heim.

A la suite de l'envoi de cet acte de cession, accompagné d'une lettre par laquelle nous exprimions au Conseil fédéral toute la satisfaction que nous éprouvions à pouvoir, par ce très modeste don, répondre à la grande générosité de la Confédération pour le développement de la science, nous reçumes la lettre suivante que nous nous faisons le plaisir de reproduire ici :

Berne, le 21 juillet 1914.

Le Conseil fédéral suisse
au Comité central de la Société helvétique des sciences naturelles
Genève

Messieurs,

Notre Département de l'Intérieur nous a donné connaissance de l'acte de cession que, de concert avec votre Commission sismique, vous avez dressé, le 1er avril dernier, en faveur de la Confédération et suivant lequel la Société helvétique des sciences naturelles cède gratuitement à cette dernière la moitié indivise de l'*Observatoire sismique du Degenried,* près de Zurich, édifié en 1911 avec le concours de l'administration fédérale, ainsi que sa part aux instruments et mobilier de cette station, les documents relatifs à son exploitation, les archives et un solde en caisse de Fr. 368,59.

Nous savons que cette *cession* constitue un don important de votre part à la Confédération, car vous avez concourru en son temps à la construction de l'Observatoire et à la fourniture des

instruments et du mobilier nécessaires par une somme de plus 13,000 francs, facilitant ainsi grandement à la Confédération la création de cette station que l'obligeait d'établir son adhésion à l'Union internationale pour les observations sismiques.

Nous avons pris connaissance avec plaisir de l'acte de cession et c'est pour nous un agréable devoir de vous exprimer, à l'intention de la Société helvétique des sciences naturelles, nos bien sincères remerciements pour ce don patriotique fait à la Confédération.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération très distinguée.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
HOFFMANN.

Le Chancelier de la Confédération,
SCHATZMANN.

Ensuite de la résolution que le Sénat et, après lui, l'assemblée du 8 septembre 1913 ont votée, notre excellente Commission sismologique a cessé d'exister le jour de la remise à la Confédération de cet observatoire du Zürichberg qui est son œuvre, tout particulièrement l'œuvre de son président, M. le prof. Früh, qui s'y est consacré avec un dévouement inlassable, soutenu par M. le prof. Heim, son vice-président ; à eux, à la Commission tout entière, va l'expression de la profonde reconnaissance du Comité central à laquelle vous souscrirez tous [1].

Chêne de Schwangi

Notre Commission de protection de la nature a étendu son champ d'activité sur une nouvelle réserve, très modeste il est vrai, mais néanmoins fort intéressante, en obtenant pour nous des propriétaires du fameux chêne de Schwangi *(Schwangi Eiche)* dans la commune de Madiswil, Berne, un contrat de servitude assurant la conservation de cet arbre vénérable sous

[1] Voir annexes au rapport du Comité central pp. 37 et suivantes.

la surveillance et la garantie de la Société helvétique des sciences naturelles, à laquelle l'état de Berne, qui en était auparavant le bénéficiaire, a passé ses droits de servitude.

Nous reproduisons plus loin, aux pièces annexes à ce rapport, l'acte notarié constituant cette servitude et passé entre notre Société et les propriétaires du fonds, MM. Zulliger frères, à Madiswil, et M. J. Minder, à Auswil[1].

Fondation Rübel

Les subsides que nous accorde si généreusement la Confédération et sans lesquels nous ne pourrions subvenir aux dépenses considérables qu'entraîne l'activité scientifique de nos commissions, ne sont pas les seules ressources sur lesquelles notre Société aime à compter pour l'accomplissement de la tâche qu'elle a assumée. Quelque précieux que soit pour elle l'aide officielle qu'elle reçoit toujours avec la plus grande reconnaissance, elle attache un prix tout spécial à tout ce qui lui vient de l'initiative individuelle de l'un ou de l'autre de ses membres. C'est à ce titre que le Comité central a éprouvé une satisfaction toute particulière en recevant de M. le Dr Rübel et par lettre en date du 30 avril 1914, l'offre de faire à notre Société une dotation de 25,000 francs dont les revenus devront servir à encourager l'étude de la géographie botanique en Suisse et devront être mis à la disposition d'une commission spéciale, à créer au sein de la Société helvétique des sciences naturelles, pour gérer ce fonds au mieux des intentions du généreux donateur. Ses intentions, il les expose en détail dans sa lettre que nous reproduisons *in extenso* dans les pièces justificatives que nous annexons à ce rapport. Nous n'avons donc pas besoin de les développer ici. Le Comité central leur a d'emblée donné son entière adhésion, comme il l'a dit dans la lettre où il accusait réception de la sienne à M. Rübel.

Dans sa séance du 12 juillet dernier, le Sénat a accepté à l'unanimité et avec reconnaissance cette belle donation et

[1] Voir aux annexes p. 39.

approuvé la création d'une nouvelle commission de géographie botanique. L'assemblée générale de notre Société, à Berne, eut été appelée à faire de même. Obligé de se substituer à elle, le Comité central a prononcé l'acceptation définitive de la fondation Rübel et la création de la commission destinée à la gérer ; il a en outre procédé à la nomination des membres de cette commission, sous réserve de la ratification de ses choix par la prochaine assemblée générale.

Nous ne terminerons pas cette partie de notre rapport sans nous faire l'organe de la Société tout entière en remerciant très chaleureusement M. Rübel pour la précieuse marque qu'il lui a donnée de l'intérêt qu'il lui porte et en émettant le vœu que son exemple soit suivi par beaucoup [1].

Monument Forel à Lausanne et à Morges

Vous vous rappelez que l'initiative prise par la Société vaudoise des sciences naturelles, d'élever à l'Université de Lausanne un monument à la mémoire de celui qui en a été l'âme pendant un si grand nombre d'années, de celui qui fut François Forel, a été soutenue par un grand nombre de membres de notre Société, heureux de marquer ainsi l'étroitesse des liens qui les unissaient à ce collègue si généralement aimé et estimé parmi eux tous. L'inauguration de ce monument, qui avait été conçu sous la forme d'un médaillon en bronze reproduisant fidèlement les traits du savant naturaliste, a eu lieu dans le vestibule de l'aula de l'Université de Lausanne le 29 novembre 1913.

Le Comité central de notre Société y avait été cordialement invité dans la personne de son président qui s'est associé de tout cœur à cette touchante cérémonie et y a pris la parole pour rappeler la place éminente que Forel a tenue au sein de la Société helvétique pendant les cinquante années qu'il y a vécu, la part considérable qu'il a prise à ses travaux et ce qu'il était pour ses collègues, comme pour tous ceux qui l'ont connu.

[1] Voir aux annexes p. 43.

A cette occasion, il a signalé l'initiative prise par notre Société, conjointement avec la Société vaudoise, d'élever un autre monument à Forel dans sa ville natale de Morges, au bord de son lac, témoin et objet de ses plus belles recherches. Il a été heureux d'entendre, dans le cours de cette même cérémonie, l'assurance donnée par M. le Conseiller d'Etat Ern. Chuard, que l'appui de l'Etat de Vaud était acquis à ce projet d'un monument Forel à Morges.

En ce qui concerne le Comité central, il n'a pas perdu de vue un seul jour la réalisation de cette idée qui avait obtenu la pleine adhésion de l'assemblée générale de notre Société l'an dernier à Frauenfeld. Mais cette réalisation a subi, par suite de circonstances indépendantes de notre volonté, des retards que nous sommes les premiers à regretter. Un point, et un point très important est acquis cependant. A la suite d'une entrevue que nous avons eue sur place, M. Linder, président de la Société vaudoise, et nous, avec M. le syndic de Morges et un membre de la municipalité, celle-ci a très aimablement mis à notre disposition, sur la rive du lac, dans le Parc de l'Indépendance, l'emplacement le plus favorable qui se pût trouver pour y dresser le bloc erratique qui doit constituer tout ce monument très simple qui, néanmoins, aura beaucoup de choses à dire au passant sur ce que fut ce savant aussi modeste que grand penseur.

Il ne reste plus qu'à trouver le bloc erratique, le monument naturel digne de celui dont il est destiné à rappeler le souvenir. M. le prof. Mercanton poursuit ses recherches dans la contrée ; nous espérons qu'il ne tardera pas à arrêter son choix. Nous voudrions pouvoir compter que le monument, en place et achevé avec son inscription commémorative, pourra être inauguré l'an prochain, peut-être dans le cours de la réunion du centenaire, à Genève.

Tables annuelles de constantes et données numériques

Ces tables, dont la publication a été décidée par le septième Congrès international de chimie appliquée, à Londres, en 1909,

paraissent depuis peu sous le patronage de l'Association internationale des Académies.

C'est à ce titre que le Comité central a eu à s'en occuper, soit pour appuyer, à la réunion de Saint-Pétersbourg, de la susdite association, les décisions et les vœux recommandant cette publication à la surveillance des états et des sociétés savantes, soit pour demander aux hautes Autorités fédérales de bien vouloir continuer à cette œuvre l'appui financier qu'elles lui ont donné dès ses débuts, sous forme d'une subvention annuelle de 1000 francs. Bien que celle-ci ait été obtenue à la suite de démarches faites directement auprès du Conseil fédéral par le délégué suisse du Comité international de publication, le Comité central, après examen et étude de la question, a estimé que notre Société devait recommander à la bienveillance des autorités, une œuvre reconnue partout comme de haute utilité et placée depuis peu sous le patronage de l'Association internationale des Académies. A notre grand regret, la subvention de 1000 francs n'a pas été maintenue dans le budget fédéral de 1914. C'est une question qui devra être reprise dès que les circonstances européennes le permettront, car, d'après les indications qui nous ont été fournies, la publication des « Tables annuelles » ne demande qu'un appui momentané ; ces tables paraissent devoir vivre plus tard de leurs propres ressources.

Représentation de la Suisse aux Congrès internationaux

Dans notre rapport de l'année dernière, nous vous avions fait part de notre intention d'adresser un mémoire au Conseil fédéral pour lui signaler le préjudice que causerait à la science suisse, la renonciation de sa part à toute représentation de notre pays aux grands congrès internationaux, au sein desquels il a une place importante à occuper. Nous avions déjà préparé un mémoire dans ce sens et l'avions soumis au Sénat qui avait approuvé notre initiative. Par suite de diverses circonstances, nous n'avons adressé ce mémoire au Conseil fédéral que le 8 juin dernier. Ce corps l'a accueilli avec son intérêt accou-

tumé pour les choses de la science et, après l'avoir soumis à l'examen du Département fédéral des Finances, il nous a répondu, qu'étant donné la situation financière de la Confédération, il n'y avait pas lieu de donner suite à nos propositions touchant le règlement de principe de la question des délégations aux congrès, mais que le Conseil fédéral devait se réserver de juger dans chaque cas de l'opportunité d'une délégation.

Nous ne pouvions pas demander plus et avons pleine confiance dans la sagesse du gouvernement fédéral pour juger du parti à prendre dans chaque occasion au fur et à mesure qu'elle se présentera. D'ailleurs, dans la situation actuelle créée à notre patrie par les dépenses que lui impose la défense de notre neutralité, nous sentons bien vivement l'extrême réserve que nous devons apporter à toute demande de subside que nous pourrions être appelés à lui adresser.

Réduction des demandes d'allocations aux différentes commissions

C'est par ces mêmes considérations que le Comité central s'est laissé guider lorsqu'il a pris l'initiative de demander à nos commissions dans quelle mesure elles pourraient renoncer, pour 1915, aux subsides qui, chaque année, sont inscrits en leur faveur au budget fédéral.

Au moment où nous nous apprêtions à leur adresser à chacune une lettre dans ce sens, nous en recevions une du Département fédéral de l'Intérieur à transmettre par nous à toutes les Commissions subventionnées, leur adressant un appel que nous avions tenu à prévenir. A cet appel nos commissions ont répondu avec le plus grand empressement. La plupart d'entre elles se sont déclarées prêtes à renoncer à tout subside fédéral pour 1915; seules la Commission géologique et la Commission géodésique ont répondu que, pour faire face à leurs engagements vis-à-vis de leurs éditeurs et explorateurs, d'une part, de leurs ingénieurs, d'autre part, il leur était

impossible de réduire leur demande d'allocation au-dessous de 20,000 et 15,000 francs.

Nous avons tenu, ainsi que nos commissions, à entrer aussi complètement que possible dans les vues d'économie du Conseil fédéral. Peut-être ne voudra-t-il pas lui-même réduire dans d'aussi fortes proportions l'appui financier qu'il a toujours si largement accordé au développement de l'activité scientifique de notre pays. Nous nous en remettons complètement à lui pour cela.

Les considérations que nous venons d'exposer engagent aussi le Comité central à ne pas donner suite, pour le moment, à la demande d'un subside fédéral annuel de 1000 francs, que nous avions soumis au Sénat en faveur de la Société de botanique suisse.

Décisions prises par le Comité central en remplacement de l'assemblée générale

L'assemblée générale n'ayant pu avoir lieu cette année, le Comité central a pris sur lui de se substituer à elle pour l'adoption de toutes les décisions et propositions qu'il aurait eu à lui soumettre, cela sous réserve de l'approbation à demander à l'assemblée générale de l'an prochain.

C'est ainsi qu'il a : 1° Approuvé et accepté les comptes de la Société, approuvés déjà par les commissaires vérificateurs.

2° Voté les allocations de Fr. 100 à la Commission hydrologique, Fr. 200 à la Commission Euler, Fr. 200 à la Commission pour l'étude de l'électricité atmosphérique, approuvées par le Sénat.

3° Admis comme membres ordinaires de notre Société tous les candidats dont la liste avait été établie par le Comité annuel.

4° Confirmés dans leur nomination comme membres honoraires les savants étrangers admis comme tels par le Sénat dans sa dernière séance savoir MM. *Emile Abderhalden,* prof. à Halle ; *Giacomo Ciamician,* prof. à Bologne ; *Yves Delage,* membre de l'Institut à Paris ; *Kamerlingh Onnes,* prof. à Leyde et *Ern. Paterno di Sasso,* prof. à Rome.

5° Accepté avec reconnaissance la donation Rübel et approuvé, après le Sénat, la création d'une commission de géographie botanique dont il a nommé les membres après s'être mis d'accord sur leur choix avec M. Rübel lui-même.

6° Accepté avec reconnaissance la proposition de la Société de physique et d'histoire naturelle de Genève de recevoir la réunion annuelle de notre Société à Genève, en 1915, avec M. le prof. Amé Pictet comme président, pour commémorer dans la ville où elle est née, le centième anniversaire de sa fondation.

Et maintenant, en terminant ce rapport, il ne nous reste plus chers Collègues qu'à vous souhaiter la bienvenue dans notre ville l'an prochain, avec le ferme espoir que la terrible crise actuelle surmontée, nous pourrons célébrer notre centenaire dans la paix et en pleine activité scientifique.

PIÈCES ANNEXES
au Rapport du Comité central
1913-1914

I

Parc national

BUNDESBESCHLUSS

betreffend die Errichtung eines schweizerischen Nationalparkes im Unter-Engadin.

(Vom 3. April 1914.)

DIE BUNDESVERSAMMLUNG
DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT,

nach Einsicht

einer Eingabe der Naturschutzkommission der Schweizerischen naturforschenden Gesellschaft,

einer Botschaft des Bundesrates vom 9. Dezember 1912 und einer Nachtragsbotschaft desselben vom 30. Dezember 1913,

beschliesst:

ART. 1. Auf dem vertraglich näher bezeichneten Gebiete der Gemeinde Zernez wird ein schweizerischer Nationalpark errichtet, in dem die gesamte Tier- und Pflanzenwelt ganz ihrer freien natürlichen Entwicklung überlassen und vor jedem nicht im Zwecke des Nationalparkes liegenden menschlichen Einflusse geschützt wird.

Der Nationalpark wird der wissenschaftlichen Beobachtung unterstellt.

ART. 2. Der Bundesrat wird ermächtigt, die zu diesem Zwecke mit der Gemeinde Zernez, der Schweizerischen naturforschenden Gesellschaft und dem Schweizerischen Bund für Naturschutz vereinbarten Verträge, deren Text der Botschaft zu diesem Bundesschluss angehängt ist, zu genehmigen.

Dabei ist das Recht des Bundes vorzubehalten, den Vertrag mit der Gemeinde Zernez jeweilen nach Ablauf von 25 Jahren im Sinne von Art. 9 des Vertrags einseitig aufzuheben. Es soll ihm auch das Recht dieser einseitigen Aufhebung zustehen, sofern der schweizerische Bund für Naturschutz seinen Verpflichtungen nicht nachkommen sollte.

Art. 3. Der Bundesrat wird ferner ermächtigt, zum Zwecke der Abrundung und Erweiterung des Nationalparkes weitere gleichartige Dienstbarkeitsverträge mit den beteiligten Grundeigentümern abzuschliessen.

Die jährliche Gesamtentschädigung, welche die schweizerische Eidgenossenschaft für den Nationalpark an die Grundeigentümer zu entrichten hat, darf die Summe von Fr. 30,000 nicht übersteigen.

Art. 4. Der Bundesrat ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Art. 5. Der Bundesrat ist beauftragt, auf Grundlage der Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 17. Juni 1874 betreffend die Volksabstimmung über Bundesgesetze und Bundesbeschlüsse die Bekanntmachung dieses Beschlusses zu veranstalten und den Beginn der Wirksamkeit desselben festzusetzen.

Also beschlossen vom Nationalrate,
Bern, den 27. März 1914.

Der Präsident: Dr. A. v. Planta.
Der Protokollführer: Schatzmann.

Also beschlossen vom Ständerate,
Bern, den 3. April 1914.

Der Präsident: Dr. Eugène Richard.
Der Protokollführer: David.

Der schweizerische Bundesrat beschliesst:

Der vorstehende, unterm 15. April 1914 öffentlich bekannt gemachte Bundesbeschluss[1], ist in die eidg. Gesetzsammlung aufzunehmen und tritt am 1. August 1914 in Kraft.

Bern, den 21. Juli 1914.

Im Namen des schweiz. Bundesrates.

Der Bundespräsident,
Hoffmann.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:
Schatzmann.

[1] Siehe *Bundesblatt* vom Jahr 1914, Band II, Seite 836.

Arrêté fédéral
concernant la création d'un parc national suisse dans la Basse-Engadine
(Du 3 avril 1914)

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

Vu la requête de la commission de la Société helvétique des sciences naturelles pour la protection de la nature,

Vu le message du Conseil fédéral en date du 9 décembre 1912 et le message complémentaire du 30 décembre 1913,

arrête:

Article premier. — Il est créé un Parc national suisse sur le territoire délimité par contrat et qui appartient à la commune de Zernez. L'ensemble des animaux et des plantes compris dans ce territoire *sera abandonné entièrement à son développement naturel* et soustrait d'une manière absolue à toute influence humaine qui s'exercerait en dehors du but poursuivi par la création du parc.

Le Parc national sera l'objet d'observations scientifiques.

Art. 2. — A cet effet, les contrats suivants sont approuvés :

Le contrat de servitude conclu avec la commune de Zernez en date du 29 novembre 1913.

Le contrat passé avec la Société helvétique des sciences naturelles et la Ligue suisse pour la protection de la nature en date du 7 décembre 1913 au sujet du Parc national suisse dans la Basse-Engadine.

La Confédération se réserve toutefois le droit de dénoncer unilatéralement le contrat avec la commune de Zernez, au sens de l'article 9 dudit contrat, à l'expiration de chaque période de vingt-cinq ans. Le droit de dénoncer unilatéralement le contrat est de même réservé à la Confédération pour le cas où la Ligue suisse pour la protection de la nature ne pourrait pas remplir ses obligations[1].

[1] Cette réserve est énoncée sous forme de note additionnelle (« Nachtrag ») à la suite de l'acte original, en allemand, signé par les parties (plus loin p. 27), mais pas dans le texte en français puisqu'elle se trouve ici.

Art. 3. — Le Conseil fédéral est autorisé à conclure avec les propriétaires fonciers intéressés d'autres contrats de servitude, analogues au précédent, afin d'arrondir et d'agrandir le Parc national.

L'indemnité totale annuelle à verser par la Confédération suisse aux propriétaires fonciers pour le Parc national, ne peut dépasser la somme de 30.000 francs.

Art. 4. — Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. — Le Conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant les votations populaires sur les lois et les arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer l'époque où elle entrera en vigueur.

Ainsi arrêté par le Conseil national.

Berne, le 27 mars 1914.

Le président, Dr A. v. Planta.
Le secrétaire, Schatzmann.

Ainsi arrêté par le Conseil des Etats.

Berne, le 3 avril 1914.

Le président, Dr Eugène Richard.
Le secrétaire, David.

Le Conseil fédéral arrête :

L'arrêté fédéral ci-dessus, publié le 15 avril 1914 [1], sera inséré au *Recueil des lois* de la Confédération et entrera en vigueur le 1er août 1914.

Berne, le 21 juillet 1914.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le président de la Confédération,
Hoffmann.

Le chancelier de la Confédération,
Schatzmann.

[1] Voir *Feuille fédérale* de 1914, vol. II, page 645.

Dienstbarkeitsvertrag

zwischen der *Schweizerischen Eidgenossenschaft*
als Dienstbarkeitsnehmer
und der
Gemeinde Zernez, Kanton Graubünden,
als Dienstbarkeitsgeber,

ist folgender Dienstbarkeitsvertrag abgeschlossen worden:

1. Die Gemeinde Zernez ist Eigentümerin der Täler Tantermozza und Cluoza, sowie der Distrikte Praspöl, Schera, Fuorn und Stavelchod.

Auf demjenigen Teile dieses Grundeigentums, der sich innerhalb der Grenze befindet, die auf der diesem Vertrag beigelegten Karte mit einem grünen Strich bezeichnet ist, beabsichtigt die Schweizerische Eidgenossenschaft eine allgemeine Reservation als *Schweizerischen Nationalpark* zu errichten, in der sämtliche Tiere und Pflanzen vor menschlichem Einflusse absolut geschützt werden sollen.

Soweit eine nähere Bezeichnung des betreffenden Eigentums der Gemeinde Zernez für den Erwerb des dinglichen Rechtes erforderlich ist, wird die zuständige Behörde ermächtigt, solche durch einen entsprechenden Nachtrag diesem Vertrage nachzutragen.

Die Karte, auf der die Grenzen der Reservation näher aufgezeichnet sind, ist zu Handen der Kontrahenten doppelt auszufertigen und von ihnen zu unterzeichnen. Sie bildet einen integrierenden Bestandteil dieses Vertrages.

Soweit nicht natürliche Grenzen bestehen, ist diese Grenze auf Kosten des Dienstbarkeitsnehmers durch entsprechende Zeichen auf dem Gelände festzulegen.

2. Demgemäss verpflichtet sich die Gemeinde Zernez im Sinne der Artikel 781 und 730 ff. Z. G. B. durch diesen Vertrag für sich und ihre Gemeindegenossen sowie allfällige Rechtsnachfolger, in diesem abgegrenzten Reservationsgebiete jede wirtschaftliche Benutzung ihres Eigentums, sei es in Bezug auf Weidgang, Jagd und Fischerei, sei es in Bezug auf Holzausbeutung jeder Art, sei es in anderer Weise zu unterlassen. Sie räumt der Schweizerischen Eidgenossenschaft das dingliche Recht ein, dieses Reservationsgebiet im Sinne der Ziffer 1 dieses Vertrages als *Schweizerischen Nationalpark* zu benutzen.

Die Schweizerische Eidgenossenschaft hat des besondern

das Recht, Wege, Hütten und die erforderlichen Quellfassungen zu erstellen und zu unterhalten, Abgrenzungen anzubringen und die für alle diese Einrichtungen nötigen Materialien wie Holz, Steine, Sand und Kies unentgeltlich aus dem Reservationsgebiete zu beziehen.

3. Dabei bleiben aber ausdrücklich vorbehalten:

a) Das Recht der Gemeinde Zernez zur Weide mit Grossvieh auf der Alp Stavelchod, sowie das Recht auf den für diese Alp nötigen Holzbedarf. Dabei sollen aber die alten Bäume möglichst geschont werden.

Das zu schlagende Holz muss im Einverständnis mit den Aufsichtsorganen des Nationalparkes durch das Forstamt Zernez angezeichnet werden.

b) Das Recht des Ofenberggutes zur Deckung des Holzbedarfes und zur Weide laut Urkunde vom 28. Januar 1877. Für den Holzschlag machen die Bestimmungen des lit. *a* ebenfalls Regel.

c) Die unentgeltliche Abgabe des Rohmaterials für den Unterhalt der Strassenstrecke von Fuorn bis zur Cruchetta (Markstein an der Grenze beim Wegerhaus) gemäss Vertrag zwischen der Gemeinde Zernez und dem Kreise Münstertal vom 10. Dezember 1853.

d) Die nach Massgabe des bündnerischen Eisenbahngesetzes bestehende Pflicht der Gemeinde Zernez, im Falle des Baues einer Eisenbahn durch das Reservationsgebiet Boden und Rohmaterial unentgeltlich zum Bahnbau abzutreten, doch darf zu diesem Zwecke im Reservationsgebiet keinerlei Holzausbeutung stattfinden.

e) Soweit der Spöl die Grenze bildet, bleibt das Recht zur Fischerei vom rechten Ufer aus vorbehalten.

Die Ausübung aller dieser Vorbehalte soll derart erfolgen, dass der Zweck der Reservation möglichst wenig beeinträchtigt wird.

4. Die Gemeinde Zernez verpflichtet sich, ein allgemeines Weide- und Holznutzungs-Verbot für das Reservationsgebiet zu erlassen und bei den zuständigen Behörden ein allgemeines Jagd- und Fischerei-Verbot auszuwirken.

5. Für den Fall, dass im Reservationsgebiet Steinböcke angesiedelt werden, wozu die Schweizerische Eidgenossenschaft berechtigt ist, werden besondere Vereinbarungen zum Schutze derselben vorbehalten.

Sollte durch Bären, die sich in der Reservation aufhalten, ausserhalb derselben, auf dem Gebiete der Gemeinde Zernez, sicher nachweisbarer Schaden angerichtet werden, so hat der

Dienstbarkeitsnehmer für diesen Schaden aufzukommen und eventuell den Abschuss zu veranlassen.

6. Die Gemeinde Zernez ist berechtigt, durch ihre Beamten die im Gemeindegebiet üblichen Polizeibefugnisse auch im Reservationsgebiet auszuüben. Sie verpflichtet sich andererseits, die zum Schutze der Reservation vor fremden Eingriffen namentlich von Wilderern erforderliche polizeiliche Hülfe nach Möglichkeit gegen Ersatz der Unkosten zu leisten.

7. Für die Einräumung dieser Dienstbarkeit hat die Schweizerische Eidgenossenschaft der Gemeinde Zernez eine jährliche Entschädigung von *Fr. 18,200*, schreibe: achtzehntausend zweihundert Franken, zu entrichten, die jeweilen auf 1. Januar zahlbar ist. Diese Entschädigung wird von der Schweizerischen Eidgenossenschaft auch für die Jahre 1912 und 1913 übernommen.

8. Die Schweizerische Eidgenossenschaft ist berechtigt, die Ausübung aller durch diesen Vertrag erworbenen Rechte und die Erfüllung der übernommenen Verpflichtungen auf Dritte zu übertragen.

Doch bleibt, wenn sie von diesem Rechte Gebrauch macht, ihre Verpflichtung zur Bezahlung der jährlichen Entschädigung (Ziffer 7) bestehen.

9. Die Schweizerische Eidgenossenschaft ist berechtigt, diesen Vertrag jeweilen nach Ablauf von neunundneunzig Jahren einseitig aufzuheben.

Macht sie von diesem Rechte Gebrauch, so gehen alle im Nationalpark erstellten Einrichtungen, wie Wege, Hütten, Quellfassungen u.s.w., unentgeltlich an die Gemeinde Zernez über. Anderweitige Ansprüche stehen der letztern nicht zu. Die jährliche Entschädigung fällt mit Ablauf des Jahres dahin, in dem die Aufhebung des Vertrages der Gemeinde Zernez notifiziert wird.

Macht die Eidgenossenschaft von dem Rechte zur Vertragsaufhebung nicht Gebrauch und kommt eine Verständigung zwischen den Parteien nicht zustande, so ist die jährliche Entschädigung jeweilen für die nächsten 99 Jahre entsprechend den dannzumal bestehenden Verhältnissen durch das Schweizerische Bundesgericht festzusetzen.

Die Schweizerische Eidgenossenschaft ist berechtigt, die bundesgerichtliche Feststellung der Entschädigung für eine neue Periode vor Ablauf der 99 Jahre zu veranlassen, ohne damit auf das Recht zur Vertragsaufhebung zu verzichten.

10. Dieser Dienstbarkeitsvertrag unterliegt der Eintragung in das Kaufprotokoll der Gemeinde Zernez (Art. 183 des Ge-

setzes betreffend die Einführung des schweizerischen Zivilgesetzbuches vom 23. Mai 1911) und ist bei Anlage des Grundbuches auch in das letztere einzutragen,

11. Dieser Vertrag tritt in Rechtskraft, sobald er von den zuständigen Organen der heutigen Kontrahenten genehmigt worden ist.

Sobald er rechtskräftig geworden und im Kaufprotokoll der Gemeinde Zernez eingetragen ist, fällt der zwischen der Gemeinde Zernez und der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft abgeschlossene Pachtvertrag vom 7. November 1912 dahin.

Dieser Vertrag ist zu Handen der Kontrahenten doppelt ausgefertigt und unterzeichnet worden.

Bern und Zernez, den 29. November / 30. Dezember 1913.

Namens der Gemeinde Zernez:
Der Gemeindepräsident,
gez. Rud. R. Bezzola.
Der Gemeindeaktuar,
gez. Rudolf Regi.

Namens der Schweizerischen Eidgenossenschaft:
Der Bundespräsident,
gez. Hoffmann.
Der Kanzler der Eidgenossenschaft,
gez. Schatzmann.

Genehmigt von der Gemeindeversammlung sub 29. November 1913.

Nachtrag.

Artikel 9 des Vertrages wird auf Grund des Bundesratsbeschlusses vom 3. April 1914 wie folgt abgeändert:

Die Schweizerische Eidgenossenschaft ist berechtigt, diesen Vertrag jeweilen nach Ablauf von 25 Jahren einseitig aufzuheben. Auch steht ihr das Recht dieser einseitigen Aufhebung zu, sofern der Schweizerische Bund für Naturschutz seinen Verpflichtungen nicht nachkommen sollte.

Macht die Eidgenossenschaft von dem Rechte zur Vertragsaufhebung nicht Gebrauch, so ist die jährliche Entschädigung, wenn darüber eine Verständigung zwischen den Parteien nicht zustandekommt, jeweilen für die nächsten 99 Jahre entsprechend den dannzumal bestehenden Verhältnissen durch das Schweizerische Bundesgericht festzusetzen.

Die Schweizerische Eidgenossenschaft ist berechtigt, die bundesgerichtliche Feststellung der Entschädigung für eine neue

Periode vor Ablauf der 99 Jahre zu veranlassen, ohne damit auf das Recht zur Vertragsaufhebung zu verzichten.

Bern und Zernez, den 30. Juni 1914.

Bern, 21. Juli 1914.

Namens der Gemeinde Zernez:
Der Gemeindepräsident,
gez. Rudolf Clavuot.
Der Gemeindeaktuar,
gez. Rudolf Regi.

Namens der Schweizerischen Eidgenossenschaft:
Der Bunderpräsident,
gez. Hoffmann.
Der Kanzler der Eidgenossenschaft,
gez. Schatzmann.

Genehmigt von der Gemeindeversammlung sub 29. Juni 1914.

Contrat de servitude

entre la *Confédération suisse*, comme ayant droit à la servitude et la *commune de Zernez* (canton des Grisons), comme propriétaire du fonds grevé,

le contrat de servitude ci-après a été conclu :

1. La commune de Zernez est propriétaire des vals de Tantermozza et de Cluoza, ainsi que des cantonnements de Praspöl, Schera, Fuorn et Stavelchod.

La Confédération suisse à l'intention de créer, à titre de *Parc national suisse*, une réserve totale sur la partie de cette propriété qui se trouve à l'intérieur des limites désignées par un liséré vert sur la carte annexée à ce contrat; l'ensemble des animaux et des plantes compris dans ce territoire sera soustrait d'une manière absolue à toute influence humaine.

Le pouvoir compétent est autorité à dresser tout complément à ce contrat susceptible de préciser mieux encore la propriété de la commune de Zernez entrant en ligne de compte pour l'acquisition du présent droit réel.

La carte sur laquelle les limites du territoire à réserver sont dessinées sera établie en deux doubles que les parties contractantes muniront de leurs signatures. Elle fait partie intégrante du présent contrat,

Partout où les limites naturelles font défaut, la limite sera fixée aux frais de l'ayant droit au moyen de toutes marques utiles.

2. En conformité de ce qui précède, la commune de Zernez s'engage par le présent contrat, en son nom et en celui de ses communiers ainsi que de tous ses ayants cause ultérieurs, à s'abstenir, dans le sens des articles 781 et 730 et suivants du C. C. S., de toute exploitation économique de sa propriété dans les limites du domaine réservé, qu'il s'agisse de pâturage, de chasse, de pêche, d'une exploitation forestière de quelque sorte que ce soit ou de toute autre exploitation. Elle cède à la Confédération suisse le droit réel d'utiliser ce domaine réservé comme Parc national suisse dans le sens du chiffre premier du présent contrat.

La Confédération suisse a en particulier le droit de construire et d'entretenir des chemins et des cabanes, de capter les sources où elle le jugera convenable et d'entretenir ces travaux de captage, de créer des délimitations et de tirer gratuitement du domaine réservé les matériaux nécessaires à toutes ces installations, tels que le bois, les pierres, le sable et le gravier.

3. Sont toutefois expressément réservés :

a) Le droit de la commune de Zernez de faire pâturer le gros bétail sur l'alpe de Stavelchod, ainsi que le droit de prendre le bois dont cette alpe a besoin ; en exerçant ce dernier droit, la commnne aura soin d'épargner les vieux arbres autant que possible.

Le bois à abattre doit être martelé par l'office forestier de Zernez, d'accord avec les organes de surveillance du Parc national.

b) Le droit de la propriété de l'Ofenberg d'exploiter le bois dont elle a besoin et son droit de pâturage, conformément à la charte du 28 janvier 1877. Les dispositions stipulées sous lettre *a* ci-dessus, font également règle pour l'exploitation de ce bois.

c) La livraison gratuite du matériel brut nécessaire à l'entretien du tronçon de route Fuorn-Cruchetta (borne à la limite près du Wegerhaus), conformément au contrat passé entre la commune de Zernez et l'arrondissement de Münstertal en date du 10 décembre 1853.

d) L'obligation dans laquelle la commune de Zernez se trouve en vertu de la loi cantonale des Grisons sur les chemins de fer de fournir gratuitement le terrain et les matériaux bruts nécessaires à la construction de la ligne dans le cas où un chemin de fer serait établi à travers le domaine réservé ; cependant, aucun bois ne pourra être tiré de ce domaine en vue d'une semblable construction.

e) Le droit de pêcher, exercé de la rive droite du Spöl, sur

tout le parcours de ce cours d'eau où il se confond avec la limite du territoire réservé.

L'exercice de tous ces droits réservés doit avoir lieu de telle sorte que le but poursuivi par la création du Parc national en subisse le moins de préjudice possible.

4. La commune de Zernez s'engage, en ce qui concerne le domaine réservé, à publier une interdiction générale relativement au pâturage et à l'exploitation des bois et à provoquer auprès des autorités compétentes la promulgation d'une interdiction générale de chasse et de pêche.

5. Des ententes spéciales visant la protection des bouquetins demeurent réservées, pour le cas où ces animaux seraient introduits dans le Parc national, ce qui est un droit de la Confédération.

Si la preuve devait être fournie que des ours séjournant dans ce parc occasionnent des dommages certains en dehors des limites de celui-ci sur le territoire de la commune de Zernez, l'ayant droit à la servitude répondra de ces dommages et, le cas échéant, fera tirer les bêtes qui sont la cause de ce préjudice.

6. La commune de Zernez a le droit de faire appliquer par ses agents les prescriptions usuelles de police dans le domaine réservé, aussi bien que sur le reste de son territoire. Elle s'engage d'autre part à fournir, dans la mesure du possible et contre remboursement des frais, l'aide de police nécessaire pour préserver le Parc national des empiétements d'autrui, notamment des braconniers.

7. La Confédération suisse paie le 1er janvier de chaque année à la commune de Zernez pour la servitude consentie par cette derniere une indemnité de *18.200 francs* (dix-huit mille deux cents francs). Elle versera déjà cette indemnité pour 1912 et 1913.

8. La Confédération suisse a qualité pour transmettre à des tiers l'exercice de tous les droits acquis par ce contrat de même que l'exécution des engagements pris par elle en vertu du même acte.

Si elle fait usage de ce droit elle n'en restera pas moins obligée de payer l'indemnité annuelle (v. chiffre 7 ci-dessus).

9. Le contrat et unilatéral en ce sens que, seule, la Confédération suisse a le droit de le dénoncer à l'échéance de toute période de quatre-vingt-dix-neuf ans.

Si elle fait usage de ce droit, tous établissements et installations, tels que chemins, cabanes, captages de sources, etc., créés dans le Parc national reviendront gratuitement à la com-

mune de Zernez ; mais celle-ci ne pourra élever aucune autre prétention. Le paiement de l'indemnité annuelle cessera à partir de la fin de l'année au cours de laquelle la suppression du contrat sera notifiée à la commune de Zernez.

Si la Confédération ne fait pas usage de son droit de se départir du contrat, mais que les parties ne puissent s'entendre, il appartiendra au Tribunal fédéral de fixer l'indemnité annuelle pour les 99 années suivantes, en appréciant les circonstances telles qu'elles existent au moment de cette fixation.

La Confédération suisse a le droit de prendre les mesures nécessaires pour que le Tribunal fédéral fixe, avant l'échéance des 99 ans, l'indemnité pour une nouvelle période, sans renoncer pour cela à son droit de se départir du contrat.

10. Le présent contrat de servitude sera transcrit sur les procès-verbaux d'achats de la commune de Zernez (art. 183 de la loi du 23 mai 1911 relative à l'introduction du Code civil suisse), ainsi que sur le registre foncier, lors de l'établissement de celui-ci.

11. Le présent contrat entrera en vigueur, dès qu'il aura été approuvé par les organes compétents des présentes parties contractantes.

A partir du moment où ce contrat sera entré en vigueur et aura été transcrit sur les procès-verbaux d'achats de la commune de Zernez, le bail conclu en date du 7 novembre 1912 entre cette commune et la Société helvétique des sciences naturelles cessera de sortir ses effets.

Fait en deux doubles signés des parties.

Zernez, le 29 novembre 1913.

Au nom de la commune de Zernez :

Le président de la commune, Rud. R. Bezzola.

Le greffier communal, Rudolf Regi.

Approuvé par l'assemblée de commune, le 29 novembre 1913.

(L. S.) Sceau du greffe communal de Zernez.

Vertrag

betreffend den Schweizerischen Nationalpark.

Zwischen der *Schweizerischen Eidgenossenschaft,* der *Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft* und dem *Schweizerischen Bund für Naturschutz*

ist in der Angelegenheit des Schweizerischen Nationalparkes im Engadin folgender Vertrag abgeschlossen worden:

1. Die Schweizerische Eidgenossenschaft hat mit der Gemeinde Zernez einen Dienstbarkeitsvertrag abgeschlossen, durch den diese Gemeinde gegen eine jährliche Entschädigung von Fr. 18,200, unter einigen Vorbehalten auf jede wirtschaftliche Benutzung ihres Eigentums in den Tälern von Tantermozza und Cluoza und in den Distrikten Praspöl, Schera, Fuorn und Stavelchod verzichtet und der Schweizerischen Eidgenossenschaft das dingliche Recht eingeräumt hat, das gesamte Reservationsgebiet als Schweizerischen Nationalpark zu benutzen, insbesondere Wege, Hütten und die erforderlichen Quellfassungen zu erstellen und zu unterhalten, Abgrenzungen anzubringen und die für alle diese Einrichtungen erforderlichen Materialien unentgeltlich aus dem Reservationsgebiet zu beziehen.

Soweit nicht natürliche Grenzen bestehen, sind die Grenzen des Reservationsgebietes durch entsprechende Zeichen auf dem Gelände festzulegen.

Der Schweizerischen Eidgenossenschaft ist das Recht eingeräumt, die Rechte und Pflichten aus dem Vertrag, mit Ausnahme der Verpflichtung zur Bezahlung der jährlichen Entschädigung, auf Dritte zu übertragen.

Es wird im einzelnen auf die Bestimmungen dieses Dienstbarkeitsvertrages hingewiesen. Eine Abschrift desselben nebst zugehöriger Grenzkarte ist der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft, dem Schweizerischen Bund für Naturschutz und der Nationalpark-Kommission (Ziff. 2) zuzustellen.

Gemäss Beschluss des Grossen Rates des Kantons Graubünden vom 18. November 1913 und Verfügung des Kleinen Rates vom 13. November 1913, ist das ganze Gebiet des Nationalparkes mit einem absoluten Jagd- und Fischereiverbot belegt worden für solange als die Reservation bestehen bleibt.

2. Mit der Sorge für die Abgrenzung des Nationalparkes, mit der Aufsicht und mit dem Schutze desselben vor jedem menschlichen Einflusse auf die gesamte Tier- und Pflanzenwelt,

mit der Anlage der für den Besuch erforderlichen Fusswege und Unterkunftsräume und deren Unterhalt, und mit der Ordnung des Besuches des Parkes wird eine Nationalpark-Kommission betraut. Diese Kommission besteht aus fünf Mitgliedern, von denen zwei durch den Schweizerischen Bundesrat, eines durch die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft und zwei durch den Schweizerischen Bund für Naturschutz bezeichnet werden. Der Präsident der Kommission wird vom Bundesrat ernannt, im übrigen konstituirt sich die Kommission selbst. Sie hat dem Bundesrate jährlich über die Erfüllung ihrer Aufgabe Bericht zu erstatten und dem Bunde für Naturschutz jährlich Rechnung zu stellen.

3. Die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft sorgt für die wissenschaftliche Beobachtung des Reservationsgebietes und deren wissenschaftliche Verwertung.

4. Der Schweizerische Bund für Naturschutz verpflichtet sich, die zur Erfüllung der in Ziff. 2 und 3 aufgezählten Verpflichtungen der Nationalpark-Kommission und der Naturforschenden Gesellschaft erforderlichen Geldmittel zur Verfügung zu stellen, gemäss den Bestimmungen seiner Statuten.

5. Dem Schweizerischen Bundesrate steht die Oberaufsicht über den Nationalpark zu. Er erlässt die nötigen Weisungen an die Naturforschende Gesellschaft und die Nationalpark-Kommission und entscheidet endgültig über alle den Nationalpark betreffenden Angelegenheiten.

6. Wenn die Schweizerische Eidgenossenschaft zum Zwecke der Abrundung und Erweiterung des Nationalparkes weitere gleichartige Dienstbarkeitsverträge abschliesst, so finden die Bestimmungen dieses Vertrages ohne weiteres auch auf diese Verträge und das erweiterte Reservationsgebiet Anwendung.

7. Dieser Vertrag tritt in Rechtskraft, sobald er von den zuständigen Organen der heutigen Kontrahenten genehmigt worden ist. Mit seinem Inkrafttreten fällt der zwischen der Naturforschenden Gesellschaft und der Gemeinde Zernez abgeschlossene Pachtvertrag vom 7. November 1912 dahin.

Dieser Vertrag ist zu Handen der Kontrahenten dreifach ausgefertigt und unterzeichnet worden.

Bern, den 30. Dezember 1913.
21. Juli 1914.

Namens der Schweizerischen Eidgenossenschaft:

Der Bundespräsident, HOFFMANN.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft, SCHATZMANN.

Genf, den 7. Dezember 1913.

Namens der Schweiz. Naturforschenden Gesellschaft :

Ph.-A. Guye, *Sekretär.* Ed. Sarasin, *Präsident.*

Basel, den 4. Dezember 1913.

Namens des Schweiz. Bundes für Naturschutz:

S. Brunies, *Sekretär.* Paul Sarasin, *Präsident.*

Contrat
concernant le Parc national suisse

Entre la *Confédération suisse,* la *Société helvétique des sciences naturelles* et la *Ligue suisse pour la protection de la nature,*

le contrat ci-après a été conclu au sujet du Parc national suisse en Engadine.

1. La Confédération suisse a passé avec la commune de Zernez un contrat de servitude, en vertu duquel cette commune renonce, moyennant une indemnité annuelle de 18.200 francs et sous quelques réserves, à toute exploitation économique de son domaine dans les vals de Tantermozza et de Cluoza ainsi que dans les cantonnements de Praspöl, Schera, Fuorn et Stavelchod et cède à la Confédération suisse le droit réel d'utiliser tout ce territoire réservé comme Parc national suisse, en particulier d'y construire des chemins et des cabanes, d'y capter des sources où elle le jugera nécessaire, d'entretenir ces travaux, de créer des délimitations et de tirer gratuitement du territoire réservé les matériaux dont elle aura besoin à ces diverses fins.

Là où les limites naturelles font défaut, le territoire réservé sera délimité sur le terrain au moyen de toutes marques utiles.

La Confédération suisse a le pouvoir de transmettre à des tiers les droits et obligations qui découlent du contrat de servitude passé, à l'exception toutefois de l'engagement pris de payer l'indemnité annuelle.

En ce qui concerne le détail de ces droits et obligations, il est renvoyé aux dispositions du contrat de servitude lui-même,

dont une copie, avec la carte qui y est annexée, sera remise à la Société helvétique des sciences naturelles, à la Ligue suisse pour la protection de la nature et à la commission du Parc national (voir chiffre 2).

En vertu du décret du Grand Conseil du canton des Grisons en date du 18 novembre 1913 et de l'arrêté du Petit-Conseil du 13 novembre 1913, il est absolument interdit de chasser et de pêcher dans toute l'étendue du Parc national et cette interdiction durera aussi longtemps que le parc lui-même.

2. Une commission du Parc national est chargée de procéder à la délimitation et à la surveillance de ce parc, de veiller à ce que l'ensemble des animaux et des plantes y soit préservé de toute intervention humaine, de prendre des mesures pour que les sentiers et les refuges nécessaires aux visiteurs soient construits et entretenus et d'établir enfin un règlement pour les visiteurs du parc. Cette commission se compose de cinq membres, dont deux nommés par le Conseil fédéral suisse, un par la Société helvétique des sciences naturelles et deux par la Ligue suisse pour la protection de la nature. Le président de la commission est élu par le Conseil fédéral ; pour le surplus la commission se constitue elle-même. Elle soumet chaque année un rapport au Conseil fédéral sur l'exécution de sa mission et elle rend compte de son activité également toutes les années à la ligue pour la protection de la nature.

3. La Société helvétique des sciences naturelles se charge des observations scientifiques à faire dans le territoire réservé et de mettre ces observations à profit pour la science.

4. La Ligue suisse pour la protection de la nature s'engage, conformément aux dispositions de ses statuts, à fournir l'argent nécessaire à accomplir les obligations que les chiffres 2 et 3 ci-dessus imposent à la commission du Parc national et à la Société des sciences naturelles.

5. La haute surveillance sur le Parc national est dévolue au Conseil fédéral suisse. Il donne les directions nécessaires à la Société des sciences naturelles et à la commission du Parc national et statue en dernier ressort sur toutes les affaires concernant le parc.

6. Si la Confédération suisse passe de nouveaux contrats de servitude, semblables à celui ci-dessus, aux fins d'arrondir et d'agrandir le Parc national, les dispositions du présent contrat s'appliqueront à ces nouveaux contrats de servitude ainsi qu'aux territoires dont le Parc national s'agrandira.

7. Le présent contrat entrera en vigueur, aussitôt qu'il aura été approuvé par les organes compétents des présentes parties

contractantes. Il abrogera le bail conclu le 7 novembre 1912 entre la Société des sciences naturelles et la commune de Zernez.

Fait en trois exemplaires signés des parties.

Genève, le 7 décembre 1913.

Au nom de la Société helvétique des sciences naturelles :

Ph.-A. Guye, *secrétaire.*

Ed. Sarasin, *président.*

Bâle, le 4 décembre 1913.

Au nom de la Ligue suisse pour la protection de la nature :

Dr S. Brunies, *secrétaire.*

Dr Paul Sarasin, *président.*

II

Observatoire sismologique de Zurich

Vertrag

zwischen der *Schweiz. Naturforsch. Gesellsch.* und der schweiz. Eidgenossenschaft betr. Uebergabe des seismischen Landesdienstes an den Bund.

Die schweizerische Erdbebenkommission, beziehungsweise die *schweizerische naturforschende Gesellschaft*, gestützt auf den Senatsbeschluss derselben vom 15. Juni 1912 (Verhandl. der schweiz. naturforschenden Gesellschaft Altdorf 1912, I. Teil, Seite 98) und das Bundesgesetz betreffend die Erweiterung der Aufgabe der schweizer. meteorologischen Zentralanstalt vom 19. Dezember 1913 (*Schweiz. Bundesblatt* 1913, V Nr. 52, S. 379), tritt mit heutigem Datum *den gesamten seismischen Dienst an die schweiz. meteorol. Zentralanstalt, beziehungsweise die schweiz. Eidgenossenschaft* ab.

Im Speziellen:

1. Ohne Entschädigung, die «ideale Hälfte» der mit dem Bund 1911 gemeinsam erstellten *Erdbebenwarte im Degenried bei Zürich* auf Grund des von der Erdbebenkommission mit der Stadt Zürich abgeschlossenen und auf den Bund übertragenen Vertrages vom 21. Juli 1909 und 15. Juli 1911, der Eintragung in das Grundbuch der Stadt Zürich vom 18. Dezember 1913 und endlich der provisorischen Vereinbarung mit dem städtischen Forstamt hinsichtlich der Mitwirkung des Stadtförsters im Degenried vom 11. Juli 1910.

2. Das gesamte, von beiden Parteien am 28. März 1914 gemeinsam besichtigte *Instrumentarium und Mobiliar* der Erdbebenwarte.

3. *Akten*, besonders mit Bezug auf Bau und Betrieb der Erdbebenwarte, Rechnungen samt Belegen seit 1909.

4. Auf Grund der dem eidg. Departement des Innern am 16. Januar 1914 samt Belegen übergebenen Rechnung über

den Betrieb der Erdbebenwarte im II. Semester 1913 und den seitherigen von Belegen begleiteten Ausgaben von Fr. 148.82 Ct. den *Kassasaldo* auf *30. März 1914* im Betrag von *Fr. 368.59 Ct.*

5. Das *Archiv* in den Räumen der meteorolog. Zentralanstalt (Schrank, Originalberichte schweizerischer Erdbeben, Karten, Publikationen der schweiz. Erdbebenkommission, Bücher, zwei Protokolle der Kommission seit 1879 u. a.)

6. Die über 600 Nr. enthaltende, per Zettelkatalog registrierte *Fachbibliothek*, zum grossen Teil Geschenke der Herren Forel, Heim und Früh und der von Prof. Forel sel. verlangten vertraglichen Verpflichtung vom 16. Mai 1907, bis 15 Jahre à dato (inkl. 1921!) einlaufende Doubletten von Drucksachen der Kantonsbibliothek in Lausanne abzutreten.

Mit dieser Zession erlischt der provisorische Vertrag zwischen der schweizerischen Erdbebenkommission und der meteorologischen Zentralanstalt vom 1. August 1905.

Gerne benützt der Zedent die Gelegenheit, um auch an dieser Stelle der Zentralanstalt jede Unterstützung, insbesondere die provisorische Aufsicht der Erdbebenwarte, auf's beste zu verdanken.

Zürich und Genf, den 1. April 1914.

Für die
Schweiz. Naturf. Gesellschaft,

Ed. Sarasin, présid. central.
Ph. A. Guye, secrét. central.

In Vertretung für
die schweiz. Eidgenossenschaft,

Dr. J. Maurer,
Direktor d. schweiz. meteor. Zentralanstalt.

Für die Erdbebenkommission,

Der Präsidt: Prof. Dr J. Früh.

Der Vize-Präsidt: Dr Alb. Heim, a. Prof.

III

Chêne de Schwangi

Dienstbarkeitsvertrag

zwischen der *Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft,* eingetragener Verein mit Sitz in Aarau, vertreten durch die beiden hiernach unterzeichneten bevollmächtigten Mitglieder des Vorstandes und

1. Gebrüder *Friedrich Gottfried* und *Johann Zulliger,* Jakobs sel. im obern Wellenbach von und zu Wyssbach, Madiswil;

2. *Johann Minder,* Landwirt auf dem Rohrbachberg, Gemeinde Auswil, von Auswil.

Mit Kaufvertrag vom 7. April tausendneunhundertundsieben, mit Fertigung vom 1./7. Juni gleichen Jahres, Madiswil Grundbuch N° 26 Seite 98 hat Herr Christian Meyer, Christians sel. von Kirchdorf, Handelsmann in Münchenbuchsee, den Gebrüdern Friedrich, Gottfried und Johann Zulliger den sogenannten Schwendehof, in der Gemeinde Madiswil verkauft. Auf der Marche der zu diesem Hofe gehörenden Parzelle N° 131 E der Gemeinde Madiswil und der Parzelle N° 243 A der Gemeinde Auswil, dem Johann Minder am Rohrbachberg gehörend, befindet sich eine grosse Eiche (sogenannte Schwangi-Eiche), welche vom Verkäufer im genannten Kaufvertrag als Eigentum vorbehalten wurde, mit der Berechtigung, dass dieselbe bis fünfzehnten März tausendneunhundertzwölf stehen gelassen werden könne und alsdann abgeführt werden müsse.

Durch sobetitelten Schenkungsvertrag vom dreiundzwanzigsten Januar tausendneunhundertzwölf hat Christian Meyer diese Eiche dem Kanton Bern geschenkt, unter der Verpflichtung, zu deren Schutz als Naturdenkmal die in Artikel 83 des bernischen Einführungsgesetzes zum Zivilgesetzbuch vorgesehenen Massnahmen zu treffen. Dem Kanton Bern wurde auch das Recht eingeräumt, die Schwangi-Eiche an einen Verein oder eine öffentliche oder private Korporation gegen Auferlegung der nämlichen Verpflichtungen weiter zu verschenken. Mit Beschluss vom elften April tausendneunhundertzwölf hat der Regierungsrat des Kantons Bern die genannte Schwangi-Eiche

im Sinne von § 7 der Verordnung vom neunundzwanzigsten März eintausendneunhundertzwölf über den Schutz und die Erhaltung von Naturdenkmälern in das in § 4 der zitierten Verordnung vorgesehene Verzeichnis einzutragen beschlossen. Die Forstdirektion wurde angewiesen, das weitere Verfahren anzuordnen.

Gemäss der im Vertrag mit Herrn Christian Meyer vorbehaltenen Befugnis hat der Regierungsrat des Kantons Bern die dem Kanton Bern an der genannten Schwangi-Eiche eingeräumten Rechte der Schweizerischen Naturforchenden Gesellschaft, eingetragener Verein mit Sitz in Aarau, abgetreten.

Zwecks Erhaltung der Schwangi-Eiche als Naturdenkmal hat nunmehr die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft mit den Eigentümern der Parzelle N° 131 E der Gemeinde Madiswil und der Parzelle N° 243 A der Gemeinde Auswil, auf welchen Parzellen die genannte Eiche steht, abgeschlossen folgenden

Dienstbarkeitsvertrag:

1. Die Eigentümer der belasteten Grundstücke, nämlich:

a. Gebrüder Friedrich, Gottfried und Johann Zulliger, als Eigentümer der Parzelle N° 131 E 8 der Gemeinde Madiswil, Grundstückblatt 1748

b. Johann Minder am Rohrbachberg, Eigentümer der Parzelle N° 243 A 3 der Gemeinde Auswil, Grundstückblatt 217

— verpflichten sich gegenüber der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft, die auf der Marche zwischen beiden Parzellen stehende grosse Eiche (sog. Schwangi-Eiche) stehen zu lassen und keine Handlung vorzunehmen, durch welche die Fortexistenz oder das gewöhnliche Wachstum der Eiche gefährdet werden könnte und namentlich auch weder Aeste noch Wurzeln des Baumes abzuschneiden oder zu schädigen, jedoch unter Vorbehalt ungehinderter landwirtschaftlicher Benützung und Bewirtschaftung des Terrains auf welchem die Eiche steht, inbegriffen die gehörige Instandhaltung der Wasserleitung, welche in der Nähe der Eiche vorbeiführt.

2. Als Entschädigung für diese Dienstbarkeit zahlt die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft den Eigentümern der beiden Parzellen eine jährliche Entschädigung von zusammen fünfzig Franken (Fr. 50) zahlbar erstmals auf fünfzehnten März tausendneunhundertunddreizehn. Sie vergütet den Eigentümern der belasteten Grunstücke ausserdem die Kosten der von ihnen getroffenen rechtlichen Vorkehren.

3. Dieser Vertrag wird als Dienstbarkeitsvertrag im Sinne

von Artikel 781 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches zu Gunsten der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft und zu Lasten der genannten Parzellen errichtet und soll im Grundbuch eingetragen werden. Er bleibt in Kraft, solange die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft die vereinbarte jährliche Entschädigung an die jeweiligen Eigentümer der Parzellen zahlt und fällt dahin, sobald die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft erklärt, diese Zahlungen nicht mehr zu leisten. In diesem Falle fällt die genannte Schwangi-Eiche in das freie und unbeschwerte Eigentum der Eigentümer der belasteten Grundstücke zurück. Ebenso fällt die Dienstbarkeit dahin und verbleibt die Eiche im freien und unbeschwerten Eigentum der Grundstückeigentümer, sofern sie infolge Abdorrens oder aus irgend einem andern Grunde ihre Eigenschaft als Naturdenkmal verlieren sollte, oder gefällt werden müsste.

4. Die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft übernimmt die Kosten des Dienstbarkeitsvertrages und der Eintragung ins Grundbuch.

5. *Das tit. Grundbuchamt Aarwangen wird ersucht, gestützt auf diesen Vertrag, auf die Grundbuchblätter Madiswil N° 1748 und Auswil N° 217 als Last aufzutragen: « Pflicht zum Dulden der Schwangi-Eiche ». Als berechtigte Person ist anzumerken: die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft in Aarau.*

Die Eigentümer der zu belastenden Grundstücke geben zur Eintragung dieser Dienstbarkeit ihre Einwilligung. Notar Friedrich Christen in Rohrbach wird bevollmächtigt, die Anmeldung zur Grundbucheintragung zu unterzeichnen und einzureichen.

Also vereinbart zu *Wyssbach, den fünften Dezember, eintausendneunhundertunddreizehn.*

de dato 5. Dezember 1913.

Die Kontrahenten:

sig. Gottfried Zulliger. sig. Johann Zulliger.
sig. Fritz Zulliger. sig. Joh. Minder.

Für die Schw. Naturf. Gesellschaft:

sig. Ed. Sarasin, *président central.* sig. Ph. A. Guye, *secrétaire central.*

Genehmigung.

Der Regierungsrat des Kantons Bern tritt hiermit die ihm zufolge Vertrag mit Herrn Christian Meyer in Münchenbuchsee vom 23. Januar 1912 an der genannten Schwangi-Eiche eingeräumten Rechte rechtsverbindlich ab der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft und erteilt obstehendem Dienstbarkeitsvertrag seine Genehmigung. Bern, den 13. Januar 1914. Im Namen des Regierungsrates: der Präsident: sig. Scheurer; der Staatsschreiber: sig. Kistler.

Für getreue wörtliche Abschrift von dem im Tagebuch C. N° 68 am 30. Januar 1914 eingetragenen und in Belege E & D Serie I N° 1030 eingereichten «Dienstbarkeitsvertrag» test.

Aarwangen, den 16. Juni 1914.

Der Grundbuchführer:
SCHMIED.

IV

Fondation Rübel

Lettre de M. le Dr E. Rübel

au Comité central de la *Société helvétique des Sciences naturelles* pour lui annoncer sa donation en faveur des études de géographie botanique

Zürich 30. April 1914.

An das Zentralkomitee
der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft
Genf.

Herr Präsident.
Hochgeehrte Herren.

Der Unterzeichnete beabsichtigt, der S. N. G. einen Fonds von Fr. 25,000 zu stiften unter folgenden Bedingungen:

1. Die S. N. G. ernennt eine

Pflanzengeographische Kommission

zur Organisation und Unterstützung pflanzengeographischer Untersuchungen in der Schweiz.

2. Die Erträgnisse der Stiftung stehen dieser Kommission zur freien Verfügung.

Die *Pflanzengeographie* und davon besonders die ökologische Pflanzengeographie, welche die Vegetation in ihren Beziehungen zur Aussenwelt (zum Klima, zum Boden, zu den Mitgeschöpfen, Pflanzen und Tieren) studiert, hat in den letzten Jahrzehnten bedeutend an Umfang und Tiefe gewonnen; ihre Resultate werden für die *Landeskunde*, wie für die *Forst- und Landwirtschaft* immer wichtiger. So scheint es durchaus berechtigt, ihr unter den Organen der S. N. G. einen Platz einzuräumen, gleichsam eine Zentralstelle zu schaffen, von der

aus sie, wie die Geologie, Hydrologie, Glaciologie, einheitlich betrieben werden kann.

Auf verwandten Gebieten arbeitet die *hydrologische* Kommission; für die spezielle Pflanzengesellschaft der Moore hat die frühere *Moorkommission* ein umfangreiches Werk herausgegeben. Das *eidg. Oberforstinspektorat* lässt Erhebungen über die Verbreitung der wildwachsenden Holzarten in der Schweiz anstellen, und auch die Arbeiten der schweiz. Zentralanstalt für *forstliches Versuchswesen* haben über das ökologische Verhalten unserer Holzarten wichtige Resultate in dieser Richtung gebracht.

Jedoch die gesamte Vegetation ermangelt bis anhin einer systematischen Untersuchung, wiewohl wir eine grosse Anzahl verdankenswerter, privater Arbeiten über die Vegetation der Schweiz besitzen, die zum Teil unter grossen, persönlichen Opfern entstanden sind. Für die geologischen Aufnahmen stehen die reichen Mittel zur Verfügung, über welche die geologische Kommission gebietet; es können aus diesen die Feldgeologen honoriert und die Publikationen unterstützt werden; die Aufnahmen der Vegetationsverhältnisse dagegen können in den meisten Fällen nicht entschädigt werden. Es sind deshalb zum grossen Teil Doktorarbeiten, da für solche am ehesten grössere finanzielle Aufwendungen gemacht werden. Sehr zu bedauern ist aber, dass dann der so *geschulte* Kandidat in den meisten Fällen in diesem Gebiet nicht weiter arbeitet. Hier könnte die Wirkung einer pflanzengeographischen Kommission einsetzen. Es ist hier eine fühlbare Lücke, auf die schon wiederholt aufmerksam gemacht wurde.

Es möge noch darauf hingewiesen werden, dass in andern Ländern teilweise eine solche Organisation der *pflanzengeographischen Landesaufnahme* bereits besteht. So namentlich in den *Vereinigten Staaten*, wo sie einen Teil des « Geological survey » bildet. Umfangreiche und gut ausgestattete Bände der Publikationen dieser staatlichen Einrichtung beschlagen die Vegetation. Anderseits besteht unter dem Landwirtschaftsdepartement das « Bureau of plant industry », ein Institut, in welchem gegen 100 akademisch gebildete Forscher angestellt sind und in recht freier Weise ihren Studien, die grossenteils zur ökologischen Pflanzengeographie, sowie zur angewandten Botanik zu rechnen sind, obliegen. In *England* haben sich die Pflanzengeographen 1904 zusammengetan zum « Central committee for the survey of British vegetation » und haben eine schöne Reihe genauer Vegetations-Karten und -Forschungen geliefert. Letztes Jahr wurde das « Committee » erweitert zu einer « British

ecological society». In *Oesterreich* erscheinen seit einer Reihe von Jahren in den *Abhandlungen der k. k. zool.-botan. Ges. in Wien* die «Vorarbeiten zu einer pflanzengeographischen Karte von Oesterreich». In *Belgien* hat die Regierung grosse Mittel zur Herstellung eines pflanzengeographischen Prachtwerkes: «Les aspects de la flore de Belgique», gewährt.

Ich denke mir die *Tätigkeit der pflanzengeographischen Kommission* darin bestehend, dass sie einerseits begonnene Arbeiten unterstützt, anderseits besonders Arbeiten veranlasst nach bestimmten, von ihr aufzustellenden Programmen. Es kämen da in Betracht:

1. Monographische Bearbeitungen interessanter Gebiete und wichtiger Pflanzengesellschaften;

2. Untersuchungen über die ökologischen Bedingungen (soweit sie nicht anderweitig betrieben werden):

Bodenuntersuchungen, Frage der Bodenstetigkeit, der physiologischen Trockenheit usw.

Klimastudien nach der phytökologischen Seite, wie Messungen der Verdunstung, der Bodentemperaturen, der Sonnentemperaturen, des Lichtgenusses, der Niederschläge an der Baumgrenze usw.

Studien über biotischen, besonders anthropogenen Einfluss auf die Vegetation.

3. Untersuchungen über horizontale und vertikale Verbreitung von Pflanzengesellschaften und ihrer dominierenden Arten; genaue kartographische Darstellung der ökologisch, floristisch und genetisch wichtigen Arten.

4. Untersuchungen über die historische Entwicklung der Vegetation usw. usw.

Die Kommission soll dabei frei sein in der Verwendung der Mittel. Sie kann diese benützen für die Arbeit im Feld, an der Herstellung der pflanzengeographischen Karten, der Vegetationsbilder, für Instrumente, für die Publikation, für ihre administrativen Bedürfnisse usw. usw. Doktorarbeiten sollen natürlich nicht ausgeschlossen sein, aber es sollte besonders auf nachfolgende Fortsetzungen gewirkt werden.

Wie für alle derartigen wissenschaftlichen Unternehmungen in der Schweiz ist auch für diese die S. N. G. die absolut massgebende Instanz.

Mit den bescheidenen Mitteln wird von dem grossen Programm vorderhand nur weniges ausführbar sein, doch wünsche

ich, die Kommission möge viele Freunde erhalten, die sich die Aeufnung der Stiftung werden angelegen sein lassen.

Indem ich Ihnen, hochgeehrter Herr Präsident und hochgeehrte Herren vom Zentralkomitee, die Angelegenheit unterbreite,

bin ich mit vorzüglicher Hochachtung Ihr ergebener

E. Rübel.

Kassabericht des Quästors

der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft für das Jahr 1913/1914.

Die vorliegenden Jahresrechnungen pro 1913/14 geben zu keinerlei aussergewöhnlichen Bemerkungen Anlass, da die Kassaverhältnisse ganz normale waren.

A. Zentral-Kasse. Die Einnahmen durch die 35 Aufnahmsgebühren, die Jahresbeiträge, Fr. 4850.—, den jährl. Beitrag der Stadtbibliothek Bern Fr. 2500.—, und durch die Zinsen des Stamm-Kapitals etc., ergeben mit dem kleinen Erlös aus dem Verkauf der letzten Verhandlungen die Totalsumme von Fr. 12,114.50, inklusive den Saldo vom 30. Juni 1913.

An Ausgaben waren zu verzeichnen: Vergütungen an das Jahres-Komitee von Frauenfeld für Drucksachen etc. Fr. 479.—, an Beiträgen an die Internationale Akademie der Wissenschaften und an unsere Kommissionen Fr. 1,100.— und für Diverses, Drucksachen, Miete, Honorare, Reiseentschädigungen, Bureaumaterial, Porti etc. Fr. 2314.—. Zu den Druckkosten für die Verhandlungen kamen noch diejenigen für eine neue, vollständig revidierte Liste der Gesellschaftsmitglieder, so dass sich die beiden Posten auf beinahe Fr. 5700.— beliefen. Die Herausgabe eines neuen Mitgliederverzeichnisses kam aber einem wirklichen Bedürfnis unter unsern Mitgliedern entgegen und soll in Zukunft häufiger stattfinden. Der *Saldo* der Zentral-Kasse beträgt pro 30. Juni 1914 leider nur Fr. 2522.— gegenüber Fr. 3612.— beim letzten Rechnungsabschluss.

B. Das *Unantastbare Stamm-Kapital* hat sich um den Aversalbeitrag von einem neuen lebenslänglichen Mitglied, also um Fr. 150.— vermehrt und beläuft sich jetzt auf Fr. 20,811.30. Die Obligationen der Allg. Aarg. Ersparnis-Kasse sind nun

alle à $4^1/_2$ statt à $4^1/_4$ %; da aber die Zinserhöhung erst auf Dezember 1913 eintrat, so kam sie für die vorliegende Jahresrechnung nicht mehr in Betracht, sondern fällt erst in die künftige. Die Anlagen sind sonst die gleichen geblieben.

C. Das *Schläfli-Stamm-Kapital* ist in seinen Anlagen und in seinem Betrag von Fr. 18,000.— unverändert; die daraus zu verwendenden Zinse machen mit dem letztjährigen Saldo Fr. 1322.— aus. Da an der letzten Jahresversammlung kein Schläfli-Preis zur Verteilung kam, so sind die Auslagen der *laufenden Rechnung* für Druck und Versendung der Schläfli-Zirkulare, für Tabellen mit der Uebersicht über alle seit Gründung der Stiftung verabfolgten Preise für die Landesausstellung, für Gratifikationen etc. nur Fr. 180.—, und es kann auf neue Rechnung ein Aktivsaldo von Fr. 1142.— vorgemerkt werden.

D. Das *Gesamt-Vermögen* der Zentral-Kasse, des Stamm-Kapitals und der Schläfli-Stiftung zusammen erreicht am 30. Juni 1914 die Höhe von Fr. 42,475.—, hat aber im verflossenen Rechnungsjahre eine Verminderung von Fr. 408.— erlitten.

Bericht der Revisoren

Die 86. Jahresrechnung, sowie die Rechnung über die Schläfli-stiftung pro 1913-14 der Schweiz. Naturforschenden Gesellschaft ist von den Unterzeichneten eingehend geprüft und mit den Belegen verglichen worden. Sie wurde in allen Teilen gut geordnet und richtig befunden. Die Unterzeichneten beantragen, die Rechnung zu genehmigen und der Quästorin unter bester Verdankung für die genaue Rechnungsführung Decharge zu erteilen.

Bern, den 31. August 1914.

Die Rechnungsrevisoren:

Prof. Dr. J. H. Graf, Bern.
Prof. Dr. G. Huber, Bern.
Dr. Rud. Huber, Bern.

AUSZUG AUS DEN JAHRESRECHNUNGEN PRO 1913/1914

Quästorin: **Fanny Custer**

	Frs.	Cts.
Zentralkasse		
Einnahmen		
Vermögensbestand am 30. Juni 1913	3,612	85
Aufnahmegebühren	210	—
Jahresbeiträge	4,850	—
Beitrag der Stadtbibliothek Bern	2,500	—
Zinsgutschriften und bezogene Zinsen	878	15
Diverses	63	50
	12,114	50
Ausgaben		
Jahres-Komitee von 1913	479	55
Verhandlungen und Mitglieder-Verzeichnisse	5,698	05
Beiträge an die Internationale Assoziation der Akademien	400	—
Beiträge an Kommissionen	700	—
Diverses	2,314	77
Saldo am 30. Juni 1914	2,522	13
	12,114	50
Unantastbares Stammkapital		
Bestand am 30. Juni 1913	20,661	30
Aversalbeitrag von 1 Mitglied auf Lebenszeit	150	—
Bestand am 30. Juni 1914	20,811	30
zusammengesetzt aus:		
11 Obligationen der Schweizer. Bundesbahnen, $3^1/_2$ % à Fr. 1000.—	11,000	—
5 Obligationen der Allg. Aarg. Ersparniskasse, $4^1/_2$ % à Fr. 1000.—	5,000	—
2 Obligationen der Allg. Aarg. Ersparniskasse, $4^1/_2$ % à Fr. 500.—	1,000	—
3 Oblig. der Aarg. Kantonalbank, $4^1/_4$ % à Fr. 1000.—	3,000	—
Guthaben b. d. Allg. Aarg. Ersparnis-Kasse (Gutsch.)	811	30
	20,811	30

	Fr.	Cts.
Denkschriften-Kommission		
Einnahmen		
Saldo am 31. Dezember 1912	4,185	09
Beitrag des Bundes pro 1913	5,000	—
Verkauf von Denkschriften	1,812	45
Rückvergütungen	150	—
Zinse	258	30
	11,405	84
Ausgaben		
Druck von Denkschriften	6,883	80
Druck von Nekrologen und bibliograph. Verzeichnissen	1,396	—
Drucksachen, Honorare, Reiseentschädig., Porti etc.	886	72
Saldo am 31. Dezember 1913	2,239	32
	11,405	84
Schläfli-Stiftung		
Stammkapital		
Bestand am 30. Juni 1914:		
10 Obligationen der Schweizer. Bundesbahnen, 3 1/2 % à Fr. 1000.—	10,000	—
4 Obligationen Neues Stahlbad St. Moritz, 4 1/2 % à Fr. 1000.—	4,000	—
2 Obligationen der Stadt Lausanne, 4% à Fr. 500.—	1,000	—
1 Obligation der Schweiz. Kreditanstalt, 4 1/2 % à Fr. 1000	1,000	—
1 Obligation des Schweiz. Bankverein, 4 % à Fr. 1000	1,000	—
1 Obligation der Politischen Gemeinde Oerlikon, 4 1/4 % à Fr. 1000.—	1,000	—
	18,000	—
Laufende Rechnung		
Einnahmen		
Saldo am 30. Juni 1913	610	11
Zinsgutschrift und bezogene Zinse	712	85
	1,322	96

	Fr.	Cts.
Ausgaben		
Druck der Schläfli-Zirkulare	47	50
Aufbewahr. Gebühr der Wertschriften, Gratifikation, Reiseentschäd. Porti etc.	133	45
Saldo am 30. Juni 1914	1142	01
	1,322	96

Geologische Kommission

Einnahmen		
Saldo am 31. Dezember 1912	1,474	89
Beiträge des Bundes pro 1913	42,500	—
Verkauf von Textbänden und Karten	2,953	83
Rückvergütungen	74	50
Zinse	953	65
	47,956	87
Ausgaben		
Geologische Feldaufnahmen	11,881	25
Dünnschliffe und Analysen	819	20
Vorbereitung der Publikationen	5,944	45
Druckarbeiten	14,021	90
Honorare	2,887	—
Aufnahmen im Grenzgebiet Grosshzt. Baden-Schweiz.	1,357	45
Leitung und Verwaltung	3,954	—
Diverses	523	67
Saldo am 31. Dezember 1913	6,567	95
	47,956	87

Geotechnische Kommission

Einnahmen		
Saldo am 31. Dezember 1912	5,794	—
Beitrag des Bundes pro 1913	5,000	—
Erlös für « Geotechnische Beiträge »	37	60
Zinse	342	10
	11,173	70

	Fr.	Cts.
Ausgaben		
Arbeiten f. die Kommission, Dünnschliffe, Kartenliefer.	4,392	90
Diverses	270	95
Saldo am 31. Dezember 1913.	6,509	85
	11,173	70
Kohlen-Kommission		
Einnahmen		
Saldo am 31. Dezember 1912	7,447	35
Zinse.	311	85
	7,759	20
Ausgaben		
Arbeiten f. die Kommiss., Untersuch, redakt. Arbeit. etc.	744	85
Saldo am 31. Dezember 1913.	7,014	35
	7,759	20
Commission Géodésique		
Recettes		
Solde de 1912	4,046	83
Allocation fédérale pour 1913	27,000	—
Subside du Service topographique fédéral pour 1913 .	3,500	—
Divers et intérêts	778	53
	35,325	36
Dépenses		
Ingénieurs et frais	15,624	—
Stations astronomiques	4,756	16
Travaux spéciaux	200	—
Instruments	5,560	92
Imprimés et séances	2,015	40
Association géodésique internationale 1913. . . .	990	70
Divers	1,452	65
Solde de 1913	4,725	53
	35,325	36

	Fr.	Cts.
Erdbeben-Kommission		
I. Rechnung der Kommission		
Saldo am 30. Juni 1913	2	21
Porti	2	20
Saldo am 30. Juni 1914.	—	01
II. Betriebsrechnung der schweiz. Erdbebenwarte in Zürich		
Einnahmen		
Saldo am 30. Juni 1913	925	25
Zinsen bis 31. Dezember 1913 b. d. Zürcher-Kant. Bank auf Heft Nr. 4971	21	65
	946	90
Ausgaben		
Laut Spezialrechnung a. d. Eidg. Depart. des Innern vom 16. Januar 1914	429	49
Laut Belegen an die schweiz. meteorolog. Zentral-Anstalt vom 16. Januar-30. März 1914 . . .	148	82
Saldo (am 30. März 1914 der schweiz. meteorolog. Zentralanst. übergeben)	368	59
	946	90
Hydrologische Kommission		
Einnahmen		
Saldo am 30. Juni 1913.	3	84
Beitrag der Zentral-Kasse.	300	—
	303	84
Ausgaben		
Untersuchung des St. Moritzer-Sees	80	—
Landesausstellung in Bern 1914	58	55
Drucksachen, Porti, etc.	29	94
Saldo am 30. Juni 1914	135	35
	303	84

	Fr.	Cts.
Gletscher-Kommission		
Einnahmen		
Saldo am 31. Dezember 1912	3,422	53
Beitrag des Bundes pro 1913	5,000	—
Zinse	285	80
	8,708	33
Ausgaben		
Für redakt. Arbeiten zum Rhonegl.-Werk	600	—
Reiseentschädigungen, Porti etc.	63	17
Saldo am 31. Dezember 1913 (inclusiv « Fonds Forel », Fr. 1300.—)	8,045	16
	8,708	33
Kryptogamen-Kommission		
Einnahmen		
Saldo am 31. Dezember 1912	4,050	85
Beitrag des Bundes pro 1913	1,200	—
Erlös f. verkaufte « Beiträge d. schw. Kryptog. Flora »	1,300	05
Rückvergütung	111	85
Zinse	175	40
	6,838	15
Ausgaben		
Druck von « Beiträgen »	4,804	55
Diverses	37	20
Saldo am 31. Dezember 1913	1,996	40
	6,838	15
Naturwissenschaftliches Reisestipendium		
Einnahmen		
Saldo am 31. Dezember 1912	2,759	82
Beitrag des Bundes pro 1913	2,500	—
Zinse	60	60
	5,320	42
Ausgaben		
Fünftes Reisestipendium	5,000	—
Drucksachen, Gratifikation, Porti etc.	40	80
Saldo am 31. Dezember 1913	279	62
	5,320	42

Concilium Bibliographicum

Compte pour l'année 1913

Recettes

	Fr.	Cts.
Editions :		
Comptes dûs	23,330	69
Stock de publications	23,378	05
Ventes par entremise	133	30
Loyers	1,633	50
Subventions. Donations	6,560	—
Profits et pertes :		
Solde de l'année 1913	1,468	01
	56,503	55

Dépenses

Papier	9,517	10
Impression	10,141	05
Découpage	372	85
Magasinage	876	55
Transport et douane	271	70
Faux frais	608	69
Frais de bureau	189	35
Poste, télégraphe, téléphone	2,796	32
Eclairage	129	95
Chauffage	360	95
Frais de voyage	428	80
Salaires	16,086	18
Intérêts	9,759	24
Assurances. Impôts	242	80
Escomptes	2,168	27
Profits et pertes :		
Décomptes divers	784	65
Transport à nouveau	1,769	10
	56,503	55

	Fr.	Cts.
Bilan de clôture au 31 décembre 1913		
Actif		
Caisse	544	89
Immeuble	110,000	—
Bibliothèque	750	—
Editions	23,378	05
Mobilier	2,400	—
Machines	1,037	—
Caractères d'imprimerie	1,100	—
Débiteurs	51,766	—
Chèques et virements postaux	385	90
Commission	4,339	56
	195,701	40
Passif		
Hypothèque	60,000	—
Banque	104,495	80
Parts	23,600	—
Créanciers	5,836	50
Profits et Pertes :		
Transport à nouveau	1,769	10
	195,701	40

Immobilien der Schweiz. Naturforschenden Gesellschaft

1. Der Studerblock bei Collombey-Muraz (Wallis), Geschenk des Herrn Briganti (Verhandlungen 1869, p. 180, 1871, p. 93—95, 1877, p. 360, 1883, p. 76, 1909, Bd. II, p. 8, 1910, Bd. II, p. 8);
2. Die erratische Blockgruppe im Steinhof. Diese gehört der Gesellschaft zwar nicht eigentümlich, ist aber durch zwei Servitutverträge mit der Gemeinde Steinhof in ihrem Bestande gesichert, und das Grundstück, worauf sie liegt, muss jederzeit zugänglich bleiben (Verhandlungen 1869, p. 182, 1871, p. 210, 1893, p. 124);
3. Eine Sammlung von Gotthardgesteinen, deponiert im Museum Bern (Verhandlungen 1874, p. 82);
4. Die Eibe bei Heimiswyl, geschenkt von einigen Basler Freunden (Verhandlungen 1902, p. 176);
5. Der Block des Marmettes bei Monthey, mit Hilfe von Bundessubventionen und freiwilligen Beiträgen angekauft (Verhandlungen 1905, p. 331, 1906, p. 426, 1907, Bd. II, p. 9, 1908, Bd. I, p. 189, Bd. II, p. 10, 1909, Bd. II, p. 8, 1910, Bd. II, p. 8);
6. Die Kilchlifluh im Steinhof, Kt. Solothurn (Verhandlungen 1909, Bd. II, p. 9 und p. 168). Geschenk der Naturschutzkommission 1909.
7. Eine Gruppe von miocänen Rollblöcken auf der Kastelhöhe, Gemeinde Himmelried, Kanton Solothurn (Verhandlungen 1909, Bd. II, p. 169, 1910, Bd. II, p. 9 und Bericht der Naturschutzkommission). Geschenk der Naturschutzkommission.
8. Eine Waldfläche bei Ilanz, Graubünden, bestanden mit Fichten, umrankt von aussergewöhnlich grossen Waldreben, Clematis Vitalba (Verhandlungen 1910, Bd. II, p. 9 und Bericht der Naturschutzkommission). Geschenk der Naturschutzkommission.
9. Vier erratische Blöcke am Ostabhang des Heinzenberges, Graubünden (Verhandlungen 1910, Bd. II, p. 9 und Bericht der Naturschutzkommission). Geschenk der Naturschutzkommission.
10. « Schwangi-Eiche » bei Wyssbach, Gemeinde Madiswyl, Kt. Bern. Geschenk der Naturschutzkommission 1913.